

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire.....	3
Table des abréviations.....	4
Liste chronologique des règlements, directives, lois, décrets, ordonnances et arrêtés.....	7
Introduction.....	16
1. Plan de l'introduction.....	16
Section 1. – L'objet de recherche.....	16
2. Objet de recherche : le fait générateur du revenu.....	16
3. Critère général de rattachement du revenu à la période imposable.....	17
4. Distinction entre la naissance du revenu et la naissance de la dette d'impôt	20
Section 2. – Les questions de recherche.....	22
5. Problème préalable : la constitutionnalité de la délégation de pouvoir faite au Roi.....	22
6. Problème préalable (suite). – Interprétation conciliante appuyée par les travaux préparatoires.....	24
7. Première question de recherche : régime du fait générateur du revenu.....	26
8. Deuxième question de recherche : interaction avec le régime des fruits civils.....	27
9. Troisième question de recherche : interaction avec le principe d'annualité de l'impôt.....	27
10. Méthodologie.....	29
Section 3. – Le plan.....	30
11. Plan de la thèse.....	30
Première partie. – Le régime du fait générateur du revenu.....	31
12. Position du problème.....	31
13. Plan de la première partie.....	34

Chapitre premier. – Un premier fait générateur historique : le fait présumant la naissance du revenu	35
14. Prépondérance historique et évolution.....	35
15. Absence de déclaration ou déclaration non fiable	36
16. Imposition des revenus immobiliers	39
17. Imposition des revenus immobiliers (suite). – Précompte immobilier	40
18. Imposition des revenus immobiliers (suite). – Impôts sur les revenus	42
19. Imposition des revenus immobiliers (suite). – Impôts sur les revenus (suite). – Bien immobilier loué meublé.....	43
 Chapitre deux. – Un second fait générateur historique : le fait générateur comptable.....	45
20. Plan du chapitre.....	45
 Section 1. – Le principe de détermination du bénéfice imposable des entreprises à partir de leur bénéfice comptable	45
21. Importance historique, évolution et état actuel de la relation entre le bénéfice imposable des entreprises et leur bénéfice comptable	45
22. Incidence de cette relation sur le moment de la naissance du revenu.....	49
23. Moment où les revenus sont « recueillis ».....	52
24. Cas des avantages anormaux ou bénévoles et des dépenses non admises.....	52
25. Cas des plus-values « obtenues » lors de la cessation d’une activité génératrice de bénéfices.....	53
 Section 2. – La reconnaissance des produits sur le plan comptable	57
26. Avis de la CNC consacré à la question	57
27. Norme IFRS consacrée à la question	57
28. Plan de la section	58
 Sous-section 1. – Cadre général.....	59
29. Position de la CNC.....	59
30. Confrontation avec le référentiel IFRS	60
31. Une ligne de démarcation à retracer	62
32. Un critère trop étroit en matière de prestations de services	66
33. Incidence d’une obligation de garantie	68

Sous-section 2. – Reconnaissance du chiffre d'affaires et des produits tirés de prestations de services.....	69
34. Position de la CNC.....	69
35. Importance des principes de comptabilité d'engagement et d'évaluation au coût historique.....	70
36. Incidence véritable du principe de prudence	73
37. Vente d'un bien. – Critère de la délivrance	75
38. Vente d'un bien (suite). – Réserve de propriété à titre de garantie.....	77
39. Contrats de longue durée et commandes en cours d'exécution	79
40. Licences de propriété intellectuelle. – Concession exclusive d'une marque...	82
41. Licences de propriété intellectuelle (suite). – Licence non exclusive sur un logiciel.....	88
42. Prêt à intérêt	89
 Sous-section 3. – Reconnaissance de la plus-value	 90
43. Position de la CNC.....	90
44. Un critère trop rigide.....	91
45. Pouvoir d'appréciation de l'organe d'administration	93
 Sous-section 4. – Reconnaissance du dividende et du tantième.....	 97
46. Position de la CNC.....	97
47. Arrêt <i>Tomberger</i> de la CJUE (alors CJCE)	100
 Sous-section 5. – Cas particuliers	 101
48. Produit sous condition suspensive. – Produits correspondant au bénéfice	101
49. Produit sous condition suspensive (suite). – Produits correspondant au coût de revient	105
50. Produit précaire	106
51. Paiement indu.....	107
52. Produit non encaissé litigieux ou envers un débiteur insolvable	110
 Section 3. – Les dispositions fiscales spécifiques	 111
53. Produit non encaissé litigieux ou envers un débiteur insolvable (suite).....	111
54. Plus-values exprimées.....	112
55. Plus-values non exprimées.....	114

56. Conversion de valeurs mobilières en parts de fonds communs de placement	116
57. Refus du régime d'exonération en matière de réorganisations	117
58. « Réalisation systématique ». – Renvoi	119
Chapitre trois. – Le fait générateur de droit commun : la mise à disposition du revenu	120
59. Plan du chapitre.....	120
Section 1. – L'arrêt fondateur de la Cour de cassation du 29 janvier 1917 et son influence sur la loi du 29 octobre 1919	120
60. Prémisses de l'imposition du revenu réel : la loi du 1 ^{er} septembre 1913.....	120
61. Fait générateur du revenu réel dégagé par l'arrêt de la Cour de cassation du 29 janvier 1917 : la mise à disposition.....	122
62. Influence de cet arrêt sur la loi du 29 octobre 1919 à l'origine de notre système d'impôts sur les revenus.....	125
Section 2. – Le fait générateur de droit commun dans la jurisprudence ultérieure de la Cour de cassation	127
63. Interprétation de l'expression « attribution ou mise en paiement » en matière de taxe mobilière et aujourd'hui de précompte mobilier	127
64. Interprétation de l'expression « paiement ou attribution » en matière de précompte professionnel et, plus généralement, d'impôts sur les revenus	130
65. Interprétation du seul mot « paiement ».....	132
66. Interprétation des mots « constatés ou présumés » de l'article 204 de l'AR/CIR.....	135
67. Silence de la loi fiscale.....	139
Section 3. – La délimitation du champ d'application du fait générateur de droit commun	141
68. Plan de la section	141
Sous-section 1. – Revenus immobiliers.....	141
69. Loyer et avantages locatifs de certains immeubles donnés en location.....	141
70. Sommes obtenues à l'occasion de la constitution ou de la cession d'un droit d'emphytéose, de superficie ou de droits immobiliers similaires.....	143

Sous-section 2. – Revenus divers.....	144
71. Arriérés de rentes alimentaires.....	144
72. Plus-values sur actions ou parts	145
73. Certaines plus-values sur immeubles.....	147
Sous-section 3. – Bénéfices	149
74. Indemnité en réparation totale ou partielle d’une perte temporaire de bénéfices	149
75. Dividende.....	152
Sous-section 4. – Profits	156
76. Recettes	156
77. Plus-values	159
Sous-section 5. – Bénéfices ou profits d’une activité professionnelle antérieure.....	162
78. Plus-values « obtenues » lors de la cessation d’une activité génératrice de profits	162
79. Revenus promérités et indemnités obtenues postérieurement à la cessation.....	164
Section 4. – Les contours du fait générateur de droit commun	166
80. Plan de la section	166
Sous-section 1. – Extensions par rapport au paiement	166
81. Revenu susceptible d’être perçu immédiatement	166
82. Entrée en possession du revenu autrement que paiement.....	170
Sous-section 2. – Questions particulières	172
83. Compte courant.....	172
84. Revenu en nature consistant en un bien incorporel.....	174
85. Plan cafétaria et indisponibilité volontaire	176
86. Revenu fictif non perçu.....	178
87. Revenu précaire.....	178
88. Sommes volées ou détournées	180
89. Revenus payés d’avance	182
90. Paiement indu.....	183

Chapitre quatre. – Un fait générateur plus récent : la réalisation systématique.....	186
91. Notion	186
92. Plan du chapitre.....	186
Section 1. – La plus-value de cessation « constatée »	187
93. Un fait générateur prétorien sous l’empire des lois coordonnées : la « révélation de l’existence de bénéfices antérieurs ».....	187
94. La réforme opérée par la loi du 20 novembre 1962.....	189
95. Fait générateur de la constatation de la plus-value	190
96. Frontière étanche entre les plus-values de cessation « obtenues » et « constatées »	193
97. Transfert vers le patrimoine privé pendant l’activité professionnelle	196
Section 2. – Les principaux autres cas de réalisation systématique dans le CIR	198
98. Transfert du patrimoine d’une société résidente dissoute au patrimoine de ses associés	198
99. Transfert par une société résidente d’un élément d’actif vers un établissement étranger dont les bénéfices sont exonérés d’impôt en Belgique	199
100. Prélèvement par une société étrangère dans le patrimoine affecté à un établissement belge ou réduction des réserves exonérées de cet établissement ..	199
101. Emigration d’une société résidente	200
102. Passage d’une société résidente à l’impôt des personnes morales.....	204
103. Passage d’une société résidente agréée comme entreprise agricole au régime de la transparence fiscale	205
104. Passage d’une société résidente au régime de quasi-exonération de l’article 185 <i>bis</i> du CIR	205
105. Réorganisations taxées et réalisation systématique	208
106. Etalement de l’impôt dans certaines circonstances : le régime de l’article 413/1 du CIR.....	209
Chapitre cinq. – Aspects <i>de lege ferenda</i>	211
107. Plan du chapitre.....	211

Section 1. – Propositions d’amendements visant à clarifier les textes.....	211
108. Adaptation de l’article 360 du CIR.....	211
109. Adaptation corrélative d’autres dispositions du CIR.....	213
110. Abrogation corrélative des articles 204 et 205 de l’AR/CIR.....	214
111. Ajout corrélatif à l’article 364 du CIR.....	215
112. Réalisation systématique. – Assimilation à la liquidation	216
 Section 2. – Aspects du régime méritant d’être réexaminés.....	 217
113. Fait présumant la naissance des revenus. – Cas des revenus immobiliers...	217
114. Ligne de démarcation entre les bénéfices et les profits	219
115. Fait générateur de droit commun. – Cas des plans cafétéria.....	221
116. Réalisation systématique. – Transfert vers le patrimoine privé.....	222
 Deuxième partie. – L’interaction avec le régime des fruits civils.....	 224
117. Position du problème. – Nature du fait générateur du fruit civil et relation avec les principaux faits générateurs en matière d’impôts sur les revenus.....	224
118. Position du problème (suite). – Dérogation au droit civil s’étendant à la détermination du contribuable ?.....	226
119. Plan de la deuxième partie	228
 Chapitre premier. – L’assimilation du fruit civil à un fruit et l’incidence sur son fait générateur et sur sa répartition.....	 229
120. Notion de fruits	229
121. Spécificité du fruit civil dans l’ancien Code civil.....	233
122. Tentative de la réforme du droit des biens d’éradiquer cette spécificité	235
123. Une espèce plus résistante que prévu.....	236
124. Reconstruction du raisonnement mené lors de la réforme du droit des biens	239
125. La réforme du droit des biens face à Dumoulin. – Une appréciation différente du fait générateur du fruit civil... ..	240
126. La réforme du droit des biens face à Dumoulin (suite). – ... mais un principe commun quant à la répartition des fruits civils.....	244

Chapitre deux. – Le fait générateur du fruit civil et sa relation avec les principaux faits générateurs en matière d'impôts sur les revenus .245

127. Plan du chapitre.....	245
Section 1. – Le fait générateur du fruit naturel	245
128. Plan de la section	245
Sous-section 1. – Naissance du fruit naturel : la séparation	246
129. Ancien Code civil	246
130. Nouveau Code civil. – Qualité d'immeuble par incorporation du fruit naturel en devenir.....	247
131. Nouveau Code civil (suite). – Moment de la naissance en tant que tel	251
Sous-section 2. – Distinction d'avec la perception et la maturité	252
132. Distinction d'avec la perception	252
133. Distinction d'avec la maturité, <i>in abstracto</i> ou <i>in concreto</i>	252
Sous-section 3. – Naissance anticipée du fruit naturel	253
134. Saisie-brandon et cession du fruit naturel sur pied	253
Section 2. – Le fait générateur du fruit civil.....	255
135. Plan de la section	255
Sous-section 1. – Un changement de paradigme : du « fruit incorporel » (la créance) au « fruit en argent » (ce qui est dû en exécution de la créance)	255
136. Conception à la base du régime de l'ancien droit français : le « fruit incorporel » (la créance)	255
137. Une conception devenue rare après l'avènement de l'ancien Code civil	257
138. Conception prédominante en droit positif : « le fruit en argent » (ce qui est dû en exécution de la créance).....	259
139. Evolution en parallèle du régime des fermages	262
Sous-section 2. – Fait générateur du fruit civil conçu comme la créance.....	264
140. Distinction entre les fruits civils successifs et non successifs	264

I. – Fruits civils successifs	266
141. Naissance au moment de la naissance de la créance ? – Opinion dominante.....	266
142. Naissance au moment de la naissance de la créance ? (suite) – Opinions dissidentes	267
143. Naissance au moment de la naissance de la créance ? (suite) – Approche de synthèse proposée par deux thèses de doctorat françaises récentes.....	269
144. Naissance au fur et à mesure de la survenance d’un événement continu	270
145. Naissance au fur et à mesure de la survenance d’un événement continu (suite). – Loyers	272
146. Naissance au fur et à mesure de la survenance d’un événement continu (suite). – Intérêts	273
147. Naissance au fur et à mesure de la survenance d’un événement continu (suite). – Arrérages.....	274
II. – Fruits civils non successifs	274
148. Une variété oubliée à redécouvrir	274
149. Formes anciennes liées à la féodalité. – Profits seigneuriaux.....	275
150. Formes anciennes liées à la féodalité (suite). – Fruits de la justice seigneuriale	276
151. Formes anciennes liées à la féodalité (suite). – Cens.....	278
152. Forme ancienne liée à la monarchie absolue : les arrérages d’une rente créée par le Roi.....	279
153. Une forme moderne : le dividende.....	281
154. Une forme moderne : le dividende (suite). – Un fruit <i>civil</i>	282
155. Une forme moderne : le dividende (suite). – ...mais un fruit civil <i>non successif</i>	287
Sous-section 3. – Fait générateur du fruit civil conçu comme ce qui est dû en exécution de la créance	290
156. Naissance au fur et à mesure de la survenance d’un événement continu ?..	290
157. Naissance au moment du paiement ?	291
158. Naissance au moment de l’exigibilité ?	292
159. Naissance au moment de la mise à disposition.....	292
Sous-section 4. – Relecture de l’article 586 de l’ancien Code civil.....	293
160. Une même règle énoncée de deux manières différentes	293

161. Fiction de récolte par rapport à la « réalité historique »	295
162. Fiction de perception par rapport à la « réalité juridique ».....	296
163. Portée au-delà de l'usufruit.....	297
164. Application au dividende ?	299
 Sous-section 5. – Relecture de l'article 3.146 du nouveau Code civil ...	301
165. Un objectif que partiellement atteint.....	301
166. Portée au-delà de l'usufruit.....	302
167. Application au dividende	303
 Section 3. – La relation entre le fait générateur du fruit civil et les principaux faits générateurs en matière d'impôts sur les revenus.....	304
168. Plan de la section	304
 Sous-section 1. – Relation avec le fait générateur comptable	304
169. Similitude entre le fait générateur du fruit civil conçu comme la créance et le fait générateur comptable.....	304
170. Irréductibilité du fait générateur comptable.....	305
 Sous-section 2. – Relation avec le fait générateur de la mise à disposition du revenu.....	306
171. Similitude entre le fait générateur du fruit civil conçu comme ce qui est dû en exécution de la créance et le fait générateur de la mise à disposition du revenu.....	306
172. Irréductibilité du fait générateur de la mise à disposition du revenu.....	308
173. Une autonomie à parachever : le cas de la représentation	308
174. Appréciation <i>de lege ferenda</i>	310
 Chapitre trois. – La naissance du revenu consistant en un fruit civil et la détermination du contribuable	312
175. Plan du chapitre.....	312
 Section 1. – La naissance des fruits et leur répartition en droit civil.	312
176. Plan de la section	312
 Sous-section 1. – Le principe que les fruits sont à celui qui a le droit de jouir du bien quand ils naissent dans l'ancien et le nouveau Code civil	313
177. Portée véritable des articles 520 et 521 de l'ancien Code civil	313

178. Disparition des dispositions de ces articles dans le livre 3 du nouveau Code civil.	315
179. Manifestation du principe en matière de propriété. – Ancien Code civil ...	317
180. Manifestation du principe en matière de propriété (suite). – Nouveau Code civil.	318
181. Manifestation du principe en matière d’usufruit. – Ancien Code civil.....	319
182. Manifestation du principe en matière d’usufruit (suite). – Nouveau Code civil.	321
183. Cas particulier du possesseur de bonne foi. – Ancien Code civil	323
184. Cas particulier du possesseur de bonne foi (suite). – Nouveau Code civil..	325
Sous-section 2. – La confrontation du principe à la naissance retardée, prématurée ou anticipée du fruit	327
185. Notions de naissance retardée, prématurée ou anticipée.....	327
186. Incidence de la naissance retardée	328
187. Incidence de la naissance retardée (suite). – Transposition aux fruits civils.....	329
188. Incidence de la naissance prématurée	330
189. Incidence de la naissance prématurée (suite). – Transposition aux fruits civils.....	331
190. Incidence de la naissance anticipée.....	333
191. Incidence de la naissance anticipée (suite). – Transposition aux fruits civils.....	335
Sous-section 3. – Une loi naturelle pour le fruit ?	335
192. Une loi naturelle pour le fruit naturel ?.....	335
193. Relativisation du principe. – Autres systèmes existants	336
194. Relativisation du principe (suite). – Caractère supplétif.....	338
195. Alignement du régime des fruits civils sur celui des fruits naturels : un impératif constitutionnel ?	338
196. Un vrai problème de constitutionnalité : différence de traitement dans le cas des fruits séparés ou devenant exigibles à intervalles très irréguliers.....	340
Sous-section 4. – Le remboursement de l’impôt subi sur le fruit d’autrui	341
197. Ancien Code civil	341
198. Nouveau Code civil.....	343
199. Incidence du nouveau régime sur le montant de l’indemnité ?.....	345

Section 2. – La naissance des fruits et leur répartition en droit fiscal	346
200. Magnétisme du principe que les fruits sont à celui qui a le droit de jouir du bien quand ils naissent	346
201. Dépendance par rapport au droit civil.....	347
202. Un exemple de dérogation de la loi fiscale : la transmission des titres à revenus fixes	349
203. Appréciation <i>de lege ferenda</i>	351

Troisième partie. – L’interaction avec le principe d’annualité de l’impôt.....353

204. Position du problème. – Événement postérieur à la période imposable affectant la naissance du revenu.....	353
205. Position du problème (suite). – Rattachement du revenu à une période imposable autre que celle de sa naissance	355
206. Plan de la troisième partie.....	356

Chapitre premier. – L’événement postérieur à la période imposable susceptible d’affecter le revenu357

207. Plan du chapitre.....	357
----------------------------	-----

Section 1. – Une limite inexistante à l’effet de l’événement postérieur : le principe d’annualité de l’impôt..... 357

208. Thèses en présence.....	357
209. Plan de la section	358

Sous-section 1. – Un principe aux effets limités 359

210. Plan de la sous-section	359
------------------------------------	-----

I. Effets du principe..... 359

211. Rattachement du revenu à une période imposable déterminée	359
212. Rattachement des autres éléments du revenu net global à une période imposable déterminée	360

II. Limites du principe..... 361

213. Frais professionnel fait ou supporté en vue d’acquérir ou de conserver un revenu se rattachant à une autre période imposable.....	361
--	-----

214. Présomptions fondées sur des éléments d'autres périodes imposables.....	362
215. Ensemble d'opérations s'étalant sur plusieurs périodes imposables	362
216. Evénement postérieur à la période imposable affectant le revenu.....	363
Sous-section 2. – Une interprétation renforcée par deux arguments supplémentaires.....	364
217. Cession sous condition résolutoire d'une participation importante.....	364
218. Absence dans le CIR de disposition similaire à l'article 208 du Code des droits d'enregistrement	365
Sous-section 3. – Caractère non définitif de la déclaration fiscale.....	366
219. Cas de l'événement postérieur faisant disparaître un frais ou une dépense déductible.....	366
220. Cas de l'événement postérieur susceptible d'affecter le revenu	368
Section 2. – Une limite dans le domaine des bénéficiaires : le principe comptable de la séparation des exercices	368
221. Plan de la section	368
Sous-section 1. – Régime général.....	369
222. Principe	369
223. Limites à l'effet de l'événement postérieur	369
224. Rectification des comptes annuels	370
Sous-section 2. – Cas de l'événement postérieur survenant avant l'arrêté des comptes annuels.....	371
225. Dispositions légales pertinentes	371
226. Position de la CNC.....	371
227. Trois catégories d'événements.....	372
Sous-section 3. – Cas de l'événement postérieur survenant entre l'arrêté des comptes annuels et leur approbation par l'assemblée générale.....	374
228. Nouvel arrêté des comptes ?	374
Section 3. – La naissance du revenu sous condition suspensive et l'absence d'effet rétroactif de la condition accomplie.....	375
229. Plan de la section	375

Sous-section 1. – Fait générateur de la mise à disposition	376
230. Effet rétroactif de la condition suspensive dans l'ancien Code civil	376
231. Rupture opérée par le projet de livre 5 du nouveau Code civil.....	376
232. Effet rétroactif ne s'étendant pas à la mise à disposition.....	377
Sous-section 2. – Fait générateur comptable	377
233. Position de la CNC.....	377
234. Position de l'administration fiscale.....	377
235. Décision anticipée du 7 octobre 2008	378
236. Effet rétroactif ne s'étendant pas fait générateur comptable.....	379
Section 4. – La disparition du revenu précaire	380
237. Plan de la section	380
Sous-section 1. – Fait générateur de la mise à disposition	380
238. Plan de la sous-section	380
I. Régime général du revenu précaire	380
239. Distinction entre le revenu précaire et le revenu « définitivement acquis »	380
240. Première condition : précarité préexistante du revenu.....	381
241. Seconde condition : revenu n'ayant pas subi son régime fiscal définitif.....	383
II. Régimes particuliers	384
242. Profits constitués par des recettes	384
243. Revenus immobiliers d'un possesseur de mauvaise foi.....	385
Sous-section 2. – Fait générateur comptable	385
244. Appréciation autonome	385
245. Cas des plus-values de cessation.....	386
Sous-section 3. – Procédure	387
246. Recours du contribuable	387
Sous-section 4. – Appréciation <i>de lege ferenda</i>	388
247. Réexamen du régime.....	388

Chapitre deux. – Le rattachement du revenu à une période imposable autre que celle de sa naissance	390
248. Plan du chapitre.....	390
Section 1. – Les dérogations explicites au principe d’annualité de l’impôt et la technique de l’imposition distincte	390
249. Dérogations figurant dans le CIR à la suite de l’énoncé du principe.....	390
250. Dérogations figurant ailleurs dans le Code	393
251. Régime de la rente fictive	395
252. Recours à la technique de l’imposition distincte comme substitut à une dérogation au principe d’annualité de l’impôt	396
Section 2. – Les dérogations implicites au principe d’annualité de l’impôt	398
253. Intérêts de dépôts d’argent	398
254. Travail associatif dans le secteur du sport	400
Section 3. – Le régime des loyers professionnels.....	402
255. Trois solutions concevables	402
256. Deux problèmes connexes : la détermination du forfait pour frais d’entretien et de réparation et la requalification en rémunérations de dirigeant d’entreprise	404
257. Les hésitations de l’administration fiscale.....	405
258. Premier élément de réponse : la disposition particulière de l’article 7, § 2, du CIR.....	406
259. Solution retenue au surplus. – Dérogation au principe d’annualité de l’impôt... ..	408
260. Solution retenue au surplus (suite). – ... et mise du revenu réel face au revenu présumé	409
261. Questions de procédure. – Rectification de la situation fiscale du contribuable.....	410
262. Questions de procédure (suite). – Délais d’imposition.....	410
263. Aspects <i>de lege ferenda</i> . – Clarification des textes	411
264. Aspects <i>de lege ferenda</i> (suite). – Réexamen du régime	412
Conclusion	413
265. Plan de la conclusion	413

Section 1. – Régime du fait générateur du revenu.....	413
266. Rappel de la première question de recherche	413
267. Fait présumant la naissance du revenu.....	413
268. Fait générateur comptable.....	414
269. Fait générateur de la mise à disposition du revenu	416
270. Réalisation systématique.....	418
271. Aspects <i>de lege ferenda</i>	419
 Section 2. – Interaction avec le régime des fruits civils	 421
272. Rappel de la deuxième question de recherche	421
273. Assimilation du fruit civil à un fruit et incidence sur son fait générateur et sur sa répartition.....	421
274. Fait générateur du fruit civil.....	423
275. Relation avec le fait générateur comptable	425
276. Relation avec le fait générateur de la mise à disposition	425
277. Naissance du revenu consistant en un fruit civil et détermination du contribuable.....	426
 Section 3. – Interaction avec le principe d’annualité de l’impôt	 428
278. Rappel de la troisième question de recherche.....	428
279. Absence d’incidence du principe sur l’événement postérieur à la période imposable	428
280. Une limite dans le domaine des bénéficiaires : le principe comptable de la séparation des exercices	429
281. Absence d’effet rétroactif de la condition suspensive accomplie.....	430
282. Disparition du revenu précaire.....	430
283. Dérogations au principe d’annualité de l’impôt dans le CIR.....	431
284. Régime des loyers professionnels.....	433
 Table récapitulative des propositions de clarification des textes.....	 435
 Bibliographie	 440
Ouvrages, rapports et syllabus	440
Articles, contributions à des ouvrages collectifs, chroniques, notes de jurisprudence et présentations faites à des conférences.....	451